



Délibération n° 2024-04-09/13a

Nombre de membres

En exercice : 32

Présents : 20

Votants : 30

L'an deux mille vingt-quatre

et le neuf avril

à 18 heures 30, le Conseil de Communauté,  
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par  
la loi, à la salle de la bergerie à Saint Roman de Codières

Date de la convocation : le 03/04/2024

Date de l'affichage : le 03/03/2024

Présents :

CAZILHAC : COMPAN Pierre, ROUVIERE Christian, SERVIER-CANAC Magali

GANGES : CANARD Bruno, , FABRIER Gérard, FRATISSIER Michel, HOST Benoît

GORNIES : POVREAU Joël

LAROQUE : CIRIBINO Pierrick, RICOME Géralde

MONTOULIEU : CHAFIOL Guilhem

MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : BURDIN Jean, MOTARD Anne-Marie

ST JULIEN DE LA NEF : FAIDHERBE Lucas

ST MARTIAL : JUTTEAU Françoise

ST ROMAN DE CODIERES : VILLARET Luc.

SUMENE : CASTANIER Pascal, LUCAS Lambert

Absents représentés :

AGONES : PRUNET Noëlle par Pierre COMPAN

BRISSAC : RODRIGUEZ Jean-Claude PAR Guilhem CHAFIOL

GANGES : CAUMON Bernard par Michel FRATISSIER

FINO Sophie par Gérard FABRIER

SANTNER Muriel par Benoît HOST

VIGNAL Marinège par Joël POVREAU

LAROQUE : AGRANIER Mary-José par Pierrick CIRIBINO

TRICOU Julien par Daniel CELERIER

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar par Anne-Marie MOTARD

SUMENE : Coralie GEORGES par Lambert LUCAS

Absents :

GANGES : CHANTON Bruno.

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : THEROND Elisabeth.

-----

**Objet n°13a : Déclaration sans suite de la procédure de passation de la Délégation de service public pour l'exploitation du cinéma Arc en Ciel de Ganges pour motif d'intérêt général.**

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions du Code de la commande publique ;

Vu la procédure l'article R3126-1 du code de la commande publique visant les contrats de concession dont la valeur estimée est inférieure au seuil européen dit « procédure simplifiée » ;

Vu l'article R.3125-4 du code de la commande publique sur l'information des candidats en cas de déclaration sans suite de la procédure de passation d'une concession ;

Vu la délibération n° 2023-12-19/01 du conseil communautaire en date du 20 Décembre 2023 approuvant le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public du cinéma Arc-en-ciel de Ganges conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Considérant que par délibération n° 2023-12-19/01 du conseil communautaire en date du 20 décembre 2023, au vu d'un rapport sur le principe du recours à une délégation de service public, le Conseil communautaire a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du service public du cinéma Arc-en-ciel de Ganges pour 2024-2027, conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du

Délibération n°2024-04-09/13a



Code général des Collectivités Territoriales (CGCT). Considérant que la Communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises a lancé une consultation le 2 janvier 2023 et que deux offres ont été réceptionnées.

Accusé de réception en préfecture  
103401362011000013 DE  
Date de télétransmission : 10/04/2024  
Date de consultation : 01/01/2023

Considérant qu'une offre a été jugée irrégulière compte tenu de son inconformité au cahier des charges et que l'entreprise dont l'offre a été retenue s'est désistée en cours de procédure avant la signature de la convention.

Considérant que l'insuffisance de la concurrence constitue un motif d'intérêt général susceptible de justifier la renonciation à conclure un contrat de délégation de service public.

Considérant l'information erronée sur la masse salariale à reprendre dans le cahier des charges valant irrégularité susceptible de vicier la procédure de passation du contrat.

Considérant que le vice affectant la procédure de passation constitue un motif d'intérêt général susceptible de justifier la renonciation à conclure un contrat de délégation de service public.

Considérant que conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite à tout moment pour des motifs d'intérêt général, juridiques et techniques.

Considérant que cette déclaration sans suite est motivée par des conditions d'intérêt général tendant, d'une part, à l'insuffisance de la concurrence, et, d'autre part à l'absence d'information sur la masse salariale.

Compte-tenu des éléments développés précédemment, le conseil communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité, **DECIDE** :

**Article 1er :**

De déclarer sans suite pour motifs d'intérêt général la procédure de passation de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma Arc-en-Ciel à Ganges

**Article 2 :**

Les candidats seront informés de cette décision.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le président de la communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises (26 Avenue Pasteur 34190 GANGES) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, et/ou d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Pour extrait conforme,  
Ganges, le 10 avril 2024

  
Le Président,  
Michel FRATISSIER.